



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS  
OF DENMARK



DANISH MINISTRY OF DEFENCE



# Changements climatiques et groupes armés

## PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

**Renforcer l'analyse et l'action des professionnels du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration au sujet des liens entre les changements climatiques et le recrutement des groupes armés**

Une analyse SCORE dans la région de Tillabéri, au Niger

## REMERCIEMENTS

La Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, qui fait partie du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité relevant du Département des opérations de paix (DPO), remercie le Centre for Sustainable Peace and Democratic Development (SeeD) pour la présente étude, conduite avec le soutien de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), l'Académie Folke Bernadotte et l'équipe Climat, paix et sécurité de la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation du DPO.

La Section tient également à remercier les nombreux partenaires qui ont assisté aux séances des informateurs principaux et participé aux différentes versions de l'étude. Enfin, ce travail a pu être mené à bien grâce à l'aimable contribution et à la générosité du Gouvernement du Danemark.

Le Centre for Sustainable Peace and Democratic Development (SeeD) remercie son partenaire local (Omega KbK) d'avoir soutenu le processus de recherche et contribué à son bon déroulement.

**SeeD - Centre for Sustainable Peace and Democratic Development :**

**Auteurs :** Bertrand Baldet, Chef d'équipe Afrique de l'Ouest ; Abdon Dominique Koko, spécialiste de programme pour l'Afrique

**Contributeurs :** Ilke Dagli Hustings, Directrice générale ; Orestis Panayiotou, analyste de données et chercheur ; Kando Serge Gbagbeu, analyste de données ; Sonia Dasse, analyste de données

Thomas Kontogeorgos, Chef de la Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration ; Barbra Lukunka, Lea Koudjou, Anne Novak, Markella Mantika, Thet-Htar Thet et Cassandra Mazzolini (Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration)

**Rédactrice :** Sarah Courteau



# Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>Principaux enseignements</b>	<b>6</b>
Premier enseignement : il existe un lien fort entre climat et sécurité dans la région de Tillabéri	7
Deuxième enseignement : les changements climatiques contribuent, de manière indirecte mais active, à rendre les personnes plus enclines à rejoindre des groupes armés	8
Troisième enseignement : les changements climatiques sont un facteur d'aggravation	8
Quatrième enseignement : les faibles niveaux de sécurité humaine sont de nature à exacerber la vulnérabilité au risque de recrutement	9
Cinquième enseignement : les modes de recrutement dépendent étroitement des conditions locales et varient en fonction de la situation sociale et écologique	10
Sixième enseignement : la mauvaise gestion des ressources naturelles crée des tensions entre fermiers et éleveurs	14
Septième enseignement : la gestion des ressources naturelles et le tissu social sont liés et jouent un rôle central dans la prévention du recrutement des groupes armés non étatiques	15
Huitième enseignement : les dynamiques de militarisation apparaissent dans des contextes locaux particuliers	16
Neuvième enseignement : le basculement dans la violence est un chaînon manquant	16
Dixième enseignement : les arguments des groupes armés non étatiques sont suivis d'effets dans des contextes particuliers aggravés par les changements climatiques	18
<b>Cadre des interventions de DDR</b>	<b>19</b>
<b>Annexes</b>	<b>21</b>



Flickr

# INTRODUCTION

## Intérêt de la question des changements climatiques pour les professionnels de DDR

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat définit les changements climatiques comme une variation de l'état du climat que l'on peut déceler par des modifications de la moyenne ou de la variabilité de ses propriétés et qui persiste pendant une période prolongée, généralement durant des décennies ou plus. Cette définition couvre un ensemble de facteurs d'origine naturelle et humaine. Si les changements climatiques sont un phénomène mondial, leurs effets varient d'une région à l'autre ainsi qu'à l'intérieur d'une même région ou d'une population<sup>1</sup>. Pour comprendre et évaluer correctement ces effets, il convient de considérer le problème sous trois aspects : l'exposition des personnes (ou des communautés), leur vulnérabilité et les mécanismes d'adaptation mis en œuvre.

Il est important que les professionnels du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) tiennent compte des conséquences des changements climatiques dans leur analyse des conflits, afin qu'ils puissent ajuster les programmes de DDR, les outils et les dispositifs d'aide pour une efficacité maximale. Les changements climatiques agissent sur des éléments décisifs pour la réussite et la pérennité des mécanismes de DDR. L'analyse des chaînes causales reliant changements climatiques et recrutement des groupes armés ne relève pas seulement d'un impératif stratégique ; il s'agit également d'une exigence du Nouvel Agenda pour la paix des Nations Unies, qui affirme la nécessité d'« augmenter les investissements climatiques dans les pays touchés par un conflit »<sup>2</sup>. La présente étude vise à améliorer la connaissance que les professionnels de DDR ont de ces liens et, de la sorte, à les aider à concevoir des interventions répondant aux problématiques corrélées du climat, de la paix et de la sécurité.

## Cadre de recherche

Au cours des dernières décennies, les chercheurs se sont efforcés de montrer les liens entre l'évolution du climat et les conflits locaux ou les guerres<sup>3</sup>. Toutefois, la nature de ces liens et les formes qu'ils prennent font encore l'objet de débats<sup>4</sup>. La disparité des résultats peut être attribuée à la faiblesse conceptuelle des études et à l'incohérence des mesures empiriques<sup>5</sup>. Si l'on ne peut prédire avec certitude les conflits sur la base de la variabilité du climat<sup>6</sup>, un nombre croissant d'études consacrées à la sécurité climatique pointent l'existence probable d'une chaîne causale reliant ces deux phénomènes, les changements climatiques multipliant les risques de conflit<sup>7</sup>. Par exemple, en zone de conflit, le dérèglement climatique tend à annihiler les efforts de paix, avec pour conséquence une prolongation de la guerre et une augmentation de son coût humain<sup>8</sup>. Il peut également déclencher un enchaînement d'effets déstabilisateurs qui sapent les capacités d'adaptation des systèmes naturels et sociaux<sup>9</sup>.

La littérature consacrée à l'essor des groupes armés et à leurs modes de recrutement dans la région du Sahel met l'accent sur les interactions complexes entre les migrations causées par la situation environnementale, les tensions intercommunautaires<sup>10</sup>, l'absence de perspectives économiques, d'autres considérations matérielles<sup>11</sup>, les injustices, le sentiment de déclassement social<sup>12</sup> et le besoin de protection<sup>13</sup>.

La présente étude vise ainsi à apporter un éclairage sur les liens entre les changements climatiques et le recrutement des groupes armés, en mettant l'accent sur les trajectoires suivies par les individus. L'analyse de cette problématique intersectionnelle cruciale ne revêt pas une importance pour la seule recherche académique, mais doit servir à concevoir des politiques ciblées et des programmes de DDR, des outils et des dispositifs d'aide à la réintégration qui remédient aux problèmes de sécurité et renforcent la résilience dans les contextes marqués par les conflits liés au climat.

<sup>1</sup> Voir le glossaire et la figure 15 en annexes.

<sup>2</sup> Organisation des Nations Unies, « Un Nouvel Agenda pour la paix », Note Programme commun, note d'orientation n° 9, juillet 2023. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/our-common-agenda-policy-brief-new-agenda-for-peace-fr.pdf>.

<sup>3</sup> Thomas F. Homer-Dixon, « Environmental scarcities and violent conflict: evidence from cases » (Pénuries liées à l'environnement et conflits violents : quelques exemples concrets), *International Security*, vol. 19, n° 1 (été 1994) ; Marshall B. Burke *et al.*, « Warming increases the risk of civil war in Africa » (Le réchauffement climatique augmente le risque de guerre civile en Afrique), *PNAS*, vol. 106, n° 49 (8 décembre 2009).

<sup>4</sup> Jan Selby et Clemens Hoffmann, « Rethinking climate change, conflict and security » (Repenser les changements climatiques, les conflits et la sécurité), *Geopolitics*, vol. 19, n° 4 (2014).

<sup>5</sup> Idean Salehyan, « Climate change and conflict: making sense of disparate findings » (Changements climatiques et conflits : trouver un sens à la disparité des résultats), *Political Geography*, vol. 43 (novembre 2014).

<sup>6</sup> Halvard Buhaug *et al.*, « One effect to rule them all? A comment on climate and conflict » (Un effet pour les gouverner tous ? Réflexions sur le climat et les conflits), *Climatic Change*, vol. 127 (2014).

<sup>7</sup> Nina Von Uexküll et Halvard Buhaug, « Security implications of climate change: a decade of scientific progress » (Les conséquences des changements climatiques sur la sécurité : une décennie d'avancées scientifiques), *Journal of Peace Research*, vol. 58, n° 1 (2021) ; Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Climate Change 2023: Synthesis Report*. Contribution des groupes de travail I, II et III au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Genève, GIEC, 2023).

<sup>8</sup> Florian Krampe, « Climate change, peacebuilding and sustaining peace » (Changements climatiques, consolidation et pérennisation de la paix), observatoire mondial de l'International Peace Institute, 13 septembre 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://theglobalobservatory.org/2019/09/climate-change-peacebuilding-and-sustaining-peace>.

<sup>9</sup> Jürgen Scheffran, « Climate change and weather extremes as risk multipliers: tipping points, cascading events, and societal instability » (Les changements climatiques et les événements météorologiques extrêmes comme multiplicateurs de risques : points de bascule, réactions en chaîne et instabilité sociétale), dans *Climate Change, Security Risks, and Violent Conflicts: Essays from Integrated Climate Research in Hamburg*, Michael Brzoska et Jürgen Scheffran (dir. publ.) (Hambourg, Hamburg University Press, 2020).

<sup>10</sup> Laurence-Aïda Ammour, « Comment les groupes extrémistes violents exploitent les conflits intercommunautaires dans le Sahel », Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 10 janvier 2020.

<sup>11</sup> Anouar Boukars, « The paradox of modern jihadi insurgencies: the case of the Sahel and Maghreb » (Le paradoxe des insurrections djihadistes modernes : le cas du Sahel et du Maghreb), Al Jazeera Centre for Studies, 15 juillet 2018.

<sup>12</sup> Pauline Le Roux, « Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel », *Bulletin de la sécurité africaine* n° 36, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, janvier 2020.

<sup>13</sup> Pauline Le Roux, « Comment l'État islamique dans le Grand Sahara exploite les frontières au Sahel », Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 21 juin 2019 ; Pauline Le Roux, « Le Centre du Mali face à la menace terroriste », Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 25 février 2019.

## Zone d'étude : la région de Tillabéri

Au début des années 2010, une violente rébellion a éclaté au Mali, puis s'est étendue au Niger et au Burkina Faso voisins. La région de Tillabéri (Niger) se situe dans la « zone des trois frontières », aux confins du Mali et du Burkina Faso. Elle est gravement touchée par les différents facteurs d'instabilité qui perturbent la zone et est plongée dans une profonde **crise multidimensionnelle** marquée par l'absence de l'État, une insécurité humaine croissante, des dynamiques de militarisation, des problèmes liés à l'absence de contrôle des frontières et des déplacements massifs de population<sup>14</sup>. L'imbrication complexe de ces problèmes est aggravée par les changements climatiques. Associés aux autres facteurs, leurs effets (catastrophes naturelles plus fréquentes, modification du cycle des précipitations et des températures, etc.) augmentent le risque, la récurrence, la durée et l'intensité des conflits violents.

La présence de groupes armés dans la région est un phénomène relativement récent en comparaison avec leur implantation au Mali et au Burkina Faso. Ces dernières années, ces groupes ont fait évoluer leur stratégie pour renforcer leur influence et leur contrôle territorial. Dans le même temps, les populations locales se heurtent à des problèmes d'accès aux ressources naturelles et subissent des chocs climatiques qui les poussent à migrer vers d'autres régions du pays. La modification du régime pluviométrique et l'augmentation de la durée d'ensoleillement – avec leurs conséquences que sont l'évapotranspiration, l'épuisement des cours et points d'eau ou encore la raréfaction de la végétation – bouleversent l'agriculture et l'élevage. Ces phénomènes s'intensifient sous l'effet des activités humaines, comme l'exploitation des plantes ligneuses, l'expansion des terres cultivées (qui empiètent sur les cours d'eau, les forêts et les pâturages), les mauvaises pratiques agricoles et une urbanisation irrespectueuse des normes de gestion de l'environnement.

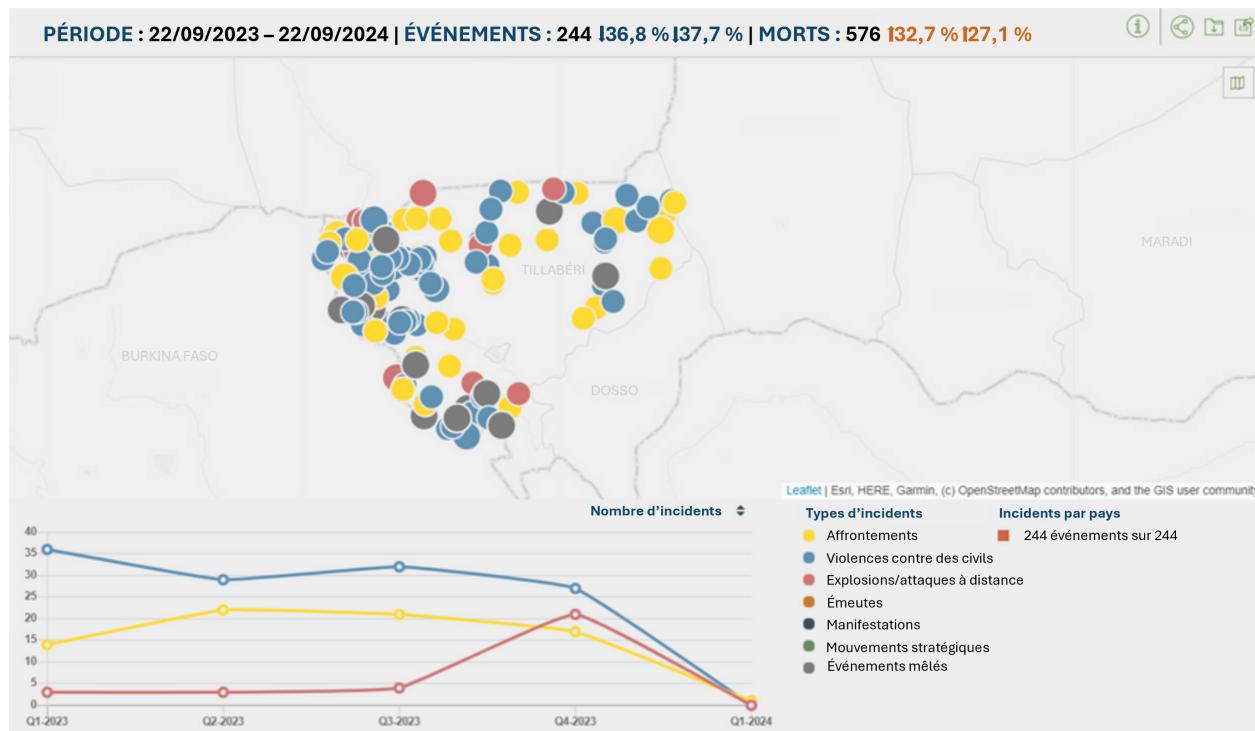


Figure 1 : Incidents violents dans la région de Tillabéri entre septembre 2022 et septembre 2023 (Carte ACLED).

<sup>14</sup> Wolfram Lacher, « Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region » (Criminalité organisée et conflits dans la zone sahélio-saharienne), Dotation Carnegie pour la paix internationale, 13 septembre 2012.

## Méthode de recherche : l'indice SCORE

Notre méthode axée sur la consolidation de la paix est basée sur les faits et associe une approche participative à une analyse poussée des données afin d'identifier les facteurs de conflit et les perspectives de changement social pacifique. Elle s'inspire de différentes disciplines scientifiques, comme la sociologie, la psychologie, les relations internationales et les études sur la sécurité, et peut être adaptée en fonction de l'évolution de la recherche, de principes généraux mondiaux et des réalités locales et régionales du terrain. L'indice de cohésion sociale et de réconciliation (SCORE) est le fruit d'un partenariat entre l'Action pour la coopération et la confiance du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD-ACT) et le Centre for Sustainable Peace and Democratic Development (SeeD), soutenu financièrement par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

L'étude a débuté par une série d'analyses quantitatives visant à brosser un tableau général de la situation dans la région de Tillabéri<sup>15</sup>. Cette phase a notamment reposé sur 1 200 entretiens individuels menés dans toute la zone. Le questionnaire SCORE est conçu pour fournir un ensemble d'indicateurs<sup>16</sup> couvrant divers aspects, tels que la sécurité humaine, la gouvernance, les relations entre groupes, les relations à l'intérieur des groupes, les changements climatiques, les compétences psychosociales, les croyances et les opinions. Pour la présente étude, l'objectif était d'obtenir des informations sur la manière dont les habitants de la région de Tillabéri percevaient la situation climatique. Les données recueillies reflètent le point de vue subjectif et le vécu des individus. Quelques questions et indicateurs portent sur les différents chocs climatiques, les diverses ressources naturelles en tension et l'étendue des effets socioéconomiques associés aux changements climatiques.

## Comment avons-nous abouti à nos conclusions ?

L'étude a pour objectif de mettre en lumière les liens entre les effets des changements climatiques et la propension des individus à rejoindre des groupes armés. Cette inclination a été cernée à travers un ensemble de questions portant sur des sujets divers et permettant de déterminer si la personne interrogée considère indirectement que

l'engagement dans un groupe armé est une chose qu'elle conçoit, qu'elle envisage ou à laquelle elle réfléchit. Le niveau de vulnérabilité au risque de recrutement est ainsi un indicateur de prérecrutement. Son estimation suppose une compréhension des facteurs multidimensionnels qui font qu'une personne est susceptible d'être recrutée. L'enquête ayant été conduite auprès de ménages choisis au hasard (sans lien avec les entretiens menés auprès de combattants et d'ex-combattants), elle donne des informations sur les personnes à risque, à savoir celles qui n'ont pas encore rejoint les rangs des groupes armés mais pourraient l'envisager.

Le cœur de l'analyse (modélisation prédictive) consistait à définir les facteurs de vulnérabilité et à montrer les différentes étapes de l'exposition progressive des individus au risque de recrutement. L'étude a ainsi mis en lumière diverses trajectoires complexes. Dans le cadre de ce rapport, celles-ci ont été décomposées, isolées en fonction des points d'entrée du modèle et circonscrites aux facteurs climatiques (voir les figures 11, 12, 13 et 14 en annexes)<sup>17</sup>.

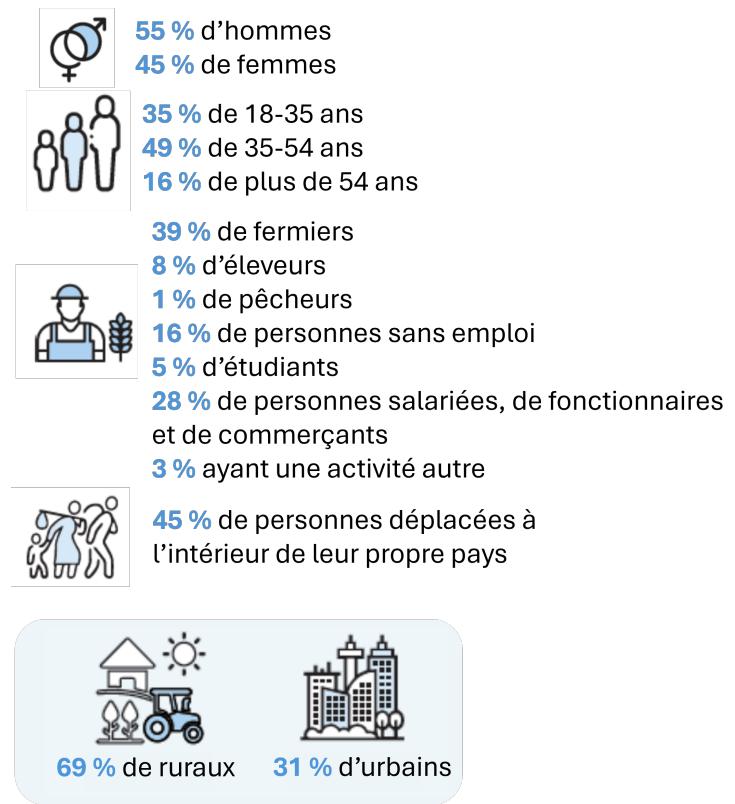


Figure 2 : Composition de l'échantillon (1 200 personnes interrogées).

<sup>15</sup> L'organisation Omega KbK a conduit 28 entretiens d'informateurs principaux et 12 groupes de discussion. Des représentantes et représentants de collectivités territoriales et d'institutions, comme la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix et le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable, des chefs religieux et des ex-combattants ont été interrogés. Les groupes de discussion réunissaient principalement des organisations de jeunes et de femmes.

<sup>16</sup> La définition de chaque indicateur repose sur des techniques statistiques fiables, comme le coefficient alpha de Cronbach et l'analyse factorielle.

<sup>17</sup> Le rapport complet contient une présentation détaillée de l'étude et de ses résultats.

# PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

L'analyse des relations complexes à travers lesquelles les effets des changements climatiques affectent la sécurité humaine et le recrutement des groupes armés a permis de tirer neuf grands enseignements : 1) il existe un lien fort entre climat et sécurité dans la région de Tillabéri ; 2) les changements climatiques contribuent, de manière indirecte mais active, à rendre les personnes plus enclines à rejoindre des groupes armés ; 3) les changements climatiques sont un facteur d'aggravation ; 4) les faibles niveaux de sécurité humaine sont de nature à exacerber la vulnérabilité au risque de recrutement ; 5) les modes de recrutement dépendent étroitement des conditions locales et varient en fonction de la situation sociale et écologique ; 6) la mauvaise gestion des ressources naturelles crée des tensions entre fermiers et éleveurs ; 7) la gestion des ressources naturelles et le tissu social sont liés et jouent un rôle central dans la prévention du recrutement des groupes armés non étatiques ; 8) les dynamiques de militarisation apparaissent dans des contextes locaux particuliers ; 9) le basculement dans la violence est un chaînon manquant. Ces enseignements constituent la base à partir de laquelle il convient d'élaborer des mesures de protection contre les risques.



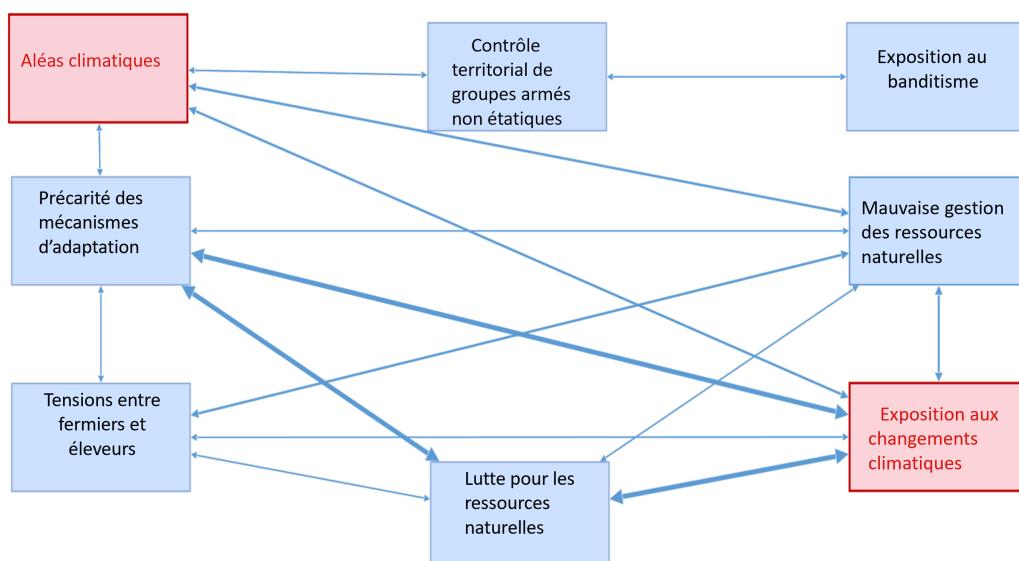
## Premier enseignement : il existe un lien fort entre climat et sécurité dans la région de Tillabéri

Les conflits autour des ressources naturelles résultent de la combinaison de différents facteurs, tels que de graves perturbations climatiques, des pénuries, la mauvaise gestion des ressources naturelles ou encore l'insuffisance des mécanismes judiciaires<sup>18</sup>. Les données réunies pour l'étude permettent d'identifier des corrélations entre ces phénomènes et, ce faisant, de mettre en évidence un faisceau cohérent d'indicateurs interdépendants<sup>19</sup>. Elles étayent l'idée qu'il existe un lien fort entre climat et sécurité en pointant les rapports entre leurs dynamiques respectives.

La figure 3 montre le réseau complexe de phénomènes liés aux changements climatiques, qui repose sur des réactions en chaîne et des boucles de rétroaction. Les deux éléments en rouge (aléas climatiques et exposition aux changements climatiques) représentent les risques proprement climatiques<sup>20</sup>. Dans ce contexte, une compréhension globale des relations mutuelles entre ces phénomènes est nécessaire à la conception des programmes de DDR, des outils et des dispositifs d'aide à la réintégration. Les mécanismes de DDR visant à réduire les conflits et la violence interpersonnelle ne sauraient cibler



un seul phénomène et ignorer les tendances qui l'influencent. Par exemple, si l'on estime que, dans une communauté, la cohésion sociale est menacée principalement par les tensions entre fermiers et éleveurs, il convient d'élaborer des plans d'action qui tiennent compte des conditions de gestion des ressources naturelles, des niveaux variables d'exposition aux changements climatiques, de l'intensité de la lutte pour les ressources naturelles et de la précarité des mécanismes d'adaptation dans la région.



**Figure 3** : Corrélations entre indicateurs témoignant de l'existence d'un lien entre climat et sécurité dans la région de Tillabéri. L'épaisseur d'une flèche est proportionnelle à la force de la corrélation qu'elle exprime.

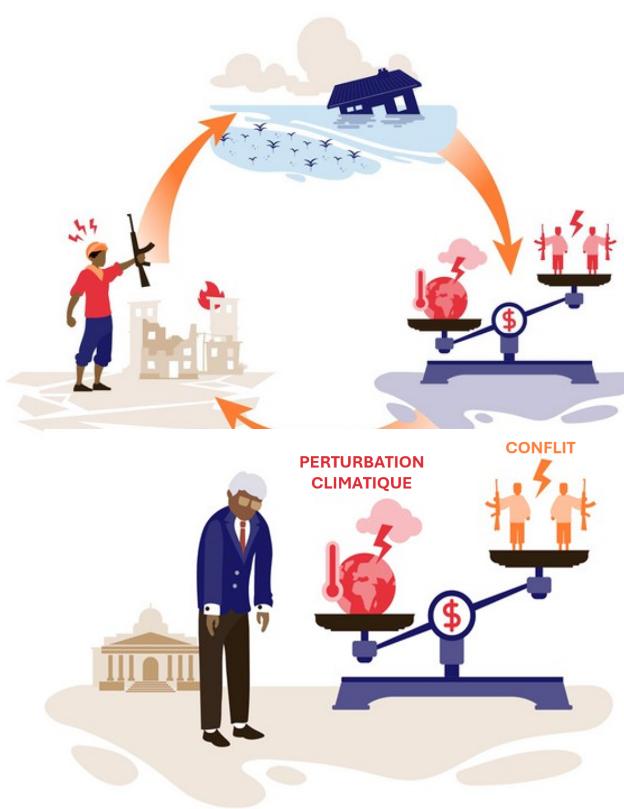
<sup>18</sup> Homer-Dixon, « Environmental scarcities and violent conflict: evidence from cases ».

<sup>19</sup> En statistique, la corrélation détermine dans quelle mesure deux variables évoluent ensemble. En d'autres termes, elle permet de savoir si deux variables sont liées et quel est leur niveau de liaison. La figure 3 montre uniquement des corrélations positives, à savoir des cas où l'augmentation d'une variable tend à s'accompagner de l'augmentation de l'autre. Il importe de noter que la corrélation diffère de la causalité ; le fait que deux variables soient corrélées ne signifie pas que les phénomènes correspondants sont la cause l'un de l'autre.

<sup>20</sup> Voir le glossaire et la figure 15 en annexes

## Deuxième enseignement : les changements climatiques contribuent, de manière indirecte mais active, à rendre les personnes plus enclines à rejoindre des groupes armés

Le modèle prédictif montre que **les changements climatiques ne sont pas une cause directe de recrutement**, puisqu'il n'existe pas de lien direct entre le fait de subir des aléas climatiques ou de voir ses moyens de subsistance se dégrader sous l'effet des changements climatiques et la propension à rejoindre un groupe armé non étatique. En d'autres termes, les individus ne sont pas plus enclins à s' enrôler lorsqu'ils subissent des phénomènes météorologiques plus fréquents ou plus violents. De la même manière, ce n'est pas parce qu'une personne constate que les changements climatiques dégradent la productivité de ses terres qu'elle est plus susceptible de se tourner vers un groupe armé.



**Figure 4** : Climat et menaces pour la sécurité.  
Source : UN CC: e-Learn – Climat, Paix et Sécurité : Comprendre les risques pour la paix et la sécurité liés au climat à travers une perspective intégrée.

Toutefois, comme l'indique la figure 3, les risques climatiques sont corrélés à d'autres facteurs de troubles liés au climat, tels que la précarité des mécanismes d'adaptation, les tensions entre fermiers et éleveurs, la lutte pour les ressources naturelles et la mauvaise gestion de celles-ci. Le modèle prédictif montre que ces phénomènes attisent les prédispositions à la violence et à l'incivilité et poussent les personnes à s'armer, que ce soit pour accéder aux ressources naturelles ou pour se défendre<sup>21</sup>. Ainsi, ces facteurs de déstabilisation liés au climat exacerbent les violences interpersonnelles et augmentent la propension des individus à rejoindre des groupes armés.

Les changements climatiques doivent être considérés moins comme des facteurs directs de recrutement des groupes armés non étatiques que comme des catalyseurs qui exacerbent les problèmes susceptibles d'inciter les individus à rejoindre ces groupes. **Il est indispensable de changer de point de vue, de cesser de voir les changements climatiques comme des spectres lointains et de reconnaître le rôle actif qu'ils jouent dans les trajectoires de vulnérabilité.** En prenant acte de l'intrication des évolutions environnementales et des dynamiques sociales, les décideurs se donneraient la possibilité d'élaborer des stratégies plus efficaces d'atténuation des conséquences pour les populations et de remédier aux causes profondes qui poussent certaines personnes vers les groupes armés non étatiques. Seule une fine compréhension de la situation permet de concevoir des programmes de DDR, des outils et des aides à la réintégration qui répondent à la multiplicité des enjeux soulevés par la convergence des changements climatiques et des questions de sécurité.

## Troisième enseignement : les changements climatiques sont un facteur d'aggravation

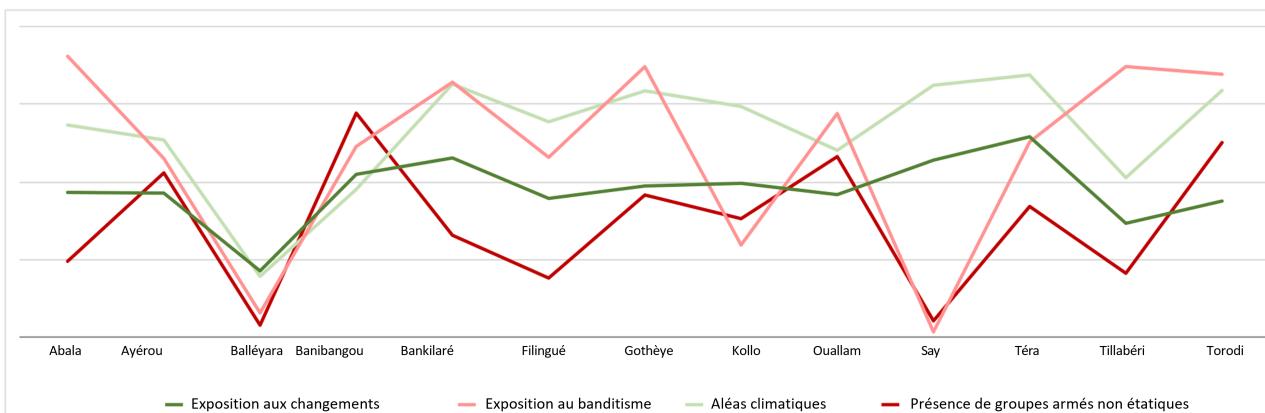
Les changements climatiques sont de nature à exacerber les vulnérabilités existantes et à créer de nouveaux problèmes qui frappent souvent le plus lourdement les communautés les plus marginalisées. Les données montrent que les personnes dont la vie quotidienne est bouleversée par les effets des changements climatiques sont les plus menacées par les groupes armés non étatiques et les bandits.

<sup>21</sup> Voir les trajectoires en annexes.

Les responsables politiques et les collectivités doivent remédier à l'interdépendance des changements climatiques, de la sécurité et des questions sociales.

Plus précisément, il est avéré que les territoires dont le contrôle est revendiqué par les groupes armés non étatiques sont plus étendus là où les chocs climatiques subis par la population sont les plus importants. Les changements climatiques offrent à ces groupes l'occasion de se présenter comme des prestataires de services et des recours dans les zones où l'État est faible ou inactif. Le vide créé par la défaillance des structures de gouvernance permet aux groupes armés non étatiques de profiter des vulnérabilités climatiques pour accroître leur influence. Il conviendrait probablement de déployer une stratégie sur plusieurs fronts pour contrer cette tendance, en travaillant à la fois sur la résilience climatique et sur les institutions.

En d'autres termes, les changements climatiques sont un facteur d'aggravation qui exacerbe la vulnérabilité des personnes déjà fragiles, en proie à des bouleversements multiples. Dans les régions accablées par les problèmes structurels, les conséquences des changements climatiques exercent une action amplificatrice qui intensifie la vulnérabilité des individus. En particulier, la gravité des chocs climatiques ne s'ajoute pas seulement aux défis existants mais offre aux groupes armés non étatiques l'opportunité alarmante d'exploiter le vide laissé par des institutions défaillantes. Pour agir efficacement face à cette intrication de problèmes, il faut impérativement adopter une stratégie globale qui ne soit pas axée sur la seule résilience climatique, mais qui remédie également aux inégalités structurelles dont les conséquences sont l'exposition disproportionnée de certaines populations à de multiples menaces.



**Figure 5** : Variation de la situation à l'intérieur de la région.

La figure 5 illustre la variation des quatre grandes menaces structurelles dans la région : exposition aux changements climatiques, aléas climatiques, exposition au banditisme et présence de groupes armés non étatiques. Chaque courbe indique la variation du degré de présence de ces menaces (par exemple, la présence de groupes armés non étatiques en rouge) à travers la région. Au-delà des données chiffrées relatives à chaque département, l'allure générale des courbes donne à voir certaines cohérences. Par exemple, lorsque la courbe d'exposition au banditisme baisse d'un département à un autre, c'est en règle générale également le cas des courbes des aléas climatiques et de la présence de groupes armés non étatiques. Cela signifie que les personnes qui subissent l'une de ces menaces sont généralement exposées aux autres aussi. En résumé, **les répercussions des changements climatiques ne sont pas le fruit du hasard ; elles sont plus fortes dans les zones où les populations connaissent déjà des difficultés structurelles.**

#### Quatrième enseignement : les faibles niveaux de sécurité humaine sont de nature à exacerber la vulnérabilité au risque de recrutement

La propension à rejoindre un groupe armé doit être analysée en lien avec les questions de défaillance institutionnelle et de sécurité humaine. L'absence de l'État intensifie l'insécurité humaine dans ses multiples aspects et exacerbe la vulnérabilité des populations aux divers facteurs locaux et structurels d'instabilité, tels que les risques climatiques, la présence de groupes armés non étatiques, le banditisme et les tensions entre fermiers et éleveurs. Les personnes qui subissent ces perturbations sont plus enclines à s'en remettre à la violence et à chercher de l'aide auprès des groupes armés non étatiques. Lorsque l'État n'assure pas ses missions de service, l'insécurité humaine augmente pour les populations, qui doivent déjà faire face à la présence de groupes armés, au banditisme et aux chocs climatiques.

Une analyse de la forte corrélation entre certains indicateurs et l'accès aux services permet de mieux comprendre ce phénomène. Cette corrélation est positive pour des aspects de la sécurité humaine, tels que la sécurité physique, la sécurité alimentaire et la sécurité économique. Lorsque l'accès aux services essentiels est garanti, le niveau global de bien-être augmente et les individus sont plus résilients face aux.

différentes menaces, qu'elles soient internes ou externes. Cette hypothèse est confirmée par les corrélations négatives, qui tendent à montrer que, lorsque l'accès aux services s'améliore, l'exposition aux diverses conséquences des changements climatiques baisse. De la même manière, le renforcement de l'accès aux services s'accompagne d'un recul de la propension des personnes à rejoindre les groupes armés

Corrélation avec l'accès aux services			
Sécurité physique	0,41	Expositions aux changements climatiques (pénuries d'eau et de nourriture)	-0,41
Sécurité des moyens de subsistance	0,37	Exposition aux changements climatiques (pollution et maladies)	-0,40
Sécurité alimentaire	0,35	Troubles de stress post-traumatique	-0,40
Sécurité économique	0,30	Exposition aux changements climatiques (pollution et maladies)	-0,36
Pouvoir d'achat	0,29	Acquisition d'armes pour des raisons sociales	-0,30
		Propension à rejoindre un groupe armé	-0,28

**Tableau 1 :** Niveaux de corrélation avec l'accès aux services.

Le fait de garantir l'accès aux services essentiels, tels que les soins de santé, l'éducation, l'eau propre et des infrastructures sécurisées, crée une base solide pour la sécurité humaine. **La propension à rejoindre les groupes armés devrait être examinée en lien avec un contexte où l'absence de l'État intensifie l'insécurité humaine dans ses multiples aspects et exacerbe la vulnérabilité des populations aux divers facteurs locaux et structurels d'instabilité (risques climatiques, présence de groupes armés non étatiques, banditisme, tensions entre fermiers et éleveurs, etc.).** Les personnes ne commettent de violences et ne s'arment jamais qu'en dernier recours, lorsque leur sécurité physique et la pérennité de leurs moyens de subsistance sont en jeu.

### Cinquième enseignement : les modes de recrutement dépendent étroitement des conditions locales et varient en fonction de la situation sociale et écologique

La trajectoire au terme de laquelle un individu finit par s'engager dans un groupe armé non étatique est très particulière. Elle dépend largement de la personne, mais également des contraintes extérieures et des circonstances. L'intérêt porté dans cette étude aux phénomènes découlant des changements climatiques permet d'établir qu'**une personne vivant dans un endroit prospère qui décide de rejoindre un groupe armé ne le fait probablement pas pour les mêmes raisons qu'un individu vivant dans une région aride.**

Si l'étude montre que le manque de ressources naturelles peut mener à un conflit, elle indique également que leur disponibilité aussi peut être à l'origine de tensions ou de l'engagement d'individus dans les rangs des groupes armés. Comment un tel paradoxe s'explique-t-il ? L'analyse des données écologiques et contextuelles semble indiquer que les modes de recrutement sont étroitement liés aux conditions environnementales de la zone. À l'appui de cette hypothèse, le tableau ci-après décrit la situation dans deux départements de Tillabéri.



Say se trouve dans la région du Parc national du W du Niger. Cet ensemble de zones humides et de savanes boisées fait partie d'une vaste zone bordant le fleuve Niger, partagée entre le Niger, le Burkina Faso et le Bénin, et abrite une abondante flore typique de l'Afrique de l'Ouest, sur une importante voie de migration.



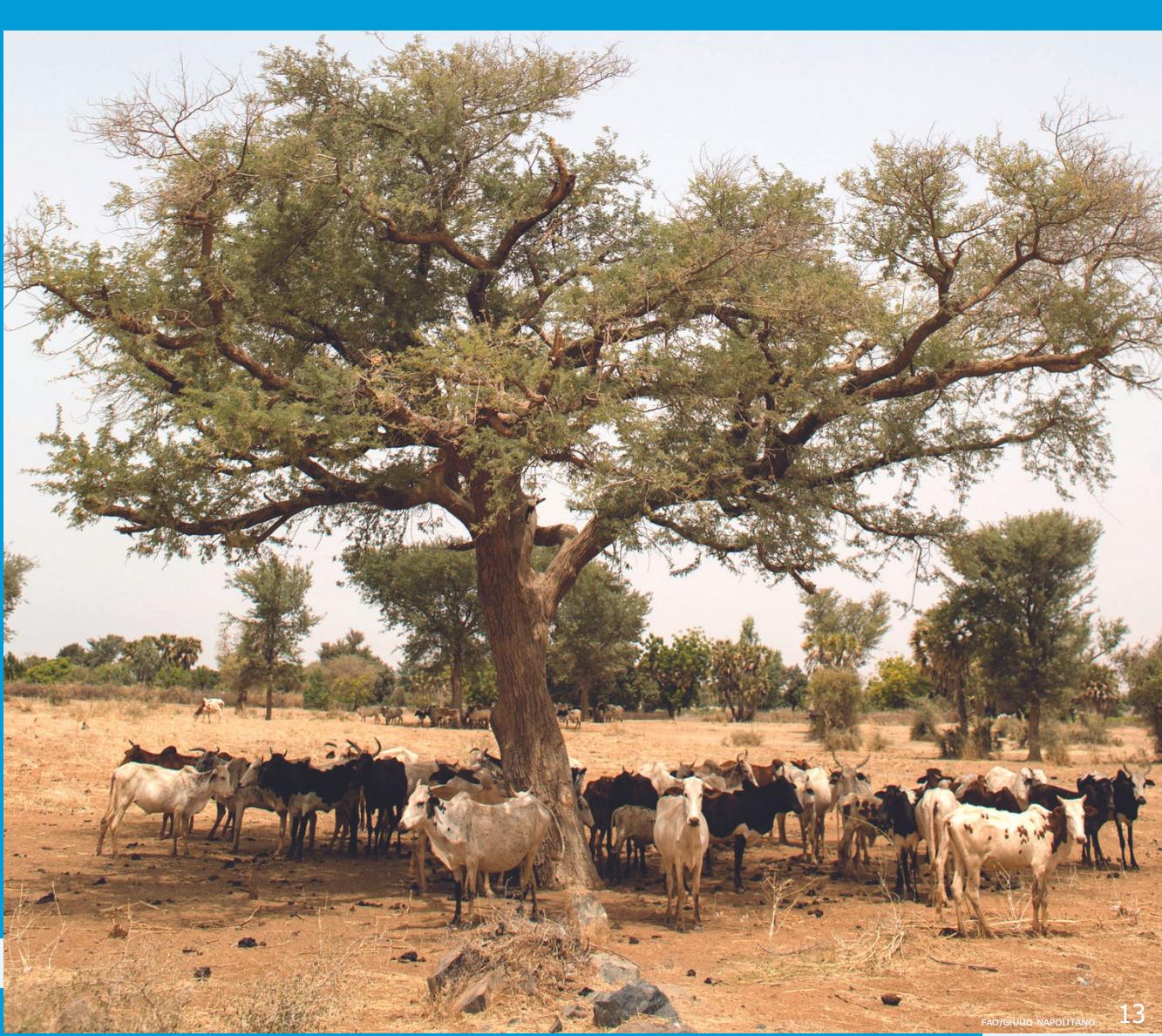
Banibangou est une localité du sud-ouest du Niger, au nord du département rural de Ouallam (région de Tillabéri). Cette zone pauvre, située aux confins du Sahara, a été lourdement touchée par la famine lors de la crise alimentaire nigérienne de 2005-2006. Souvent décrit comme aride, ce territoire subit régulièrement des épisodes de sécheresse.

Étape	Trajectoire de recrutement basée sur la situation écologique à Say.	Trajectoire de recrutement basée sur la situation écologique à Banibangou.
1	La disponibilité des ressources naturelles crée un sentiment d'abondance qui encourage les comportements égoïstes et les pratiques non durables.	La zone est gravement touchée par des conditions climatiques difficiles, comme la sécheresse. La passivité de l'État aggrave la situation, et les habitants se retrouvent sans services de base ni filets de sécurité.
2	La disponibilité des ressources naturelles attire les éleveurs, les gardiens de troupeaux en transhumance et les personnes migrant à l'intérieur du pays (notamment en provenance de zones touchées par un conflit), ce qui provoque des tensions autour de l'accès aux ressources (en particulier entre fermiers et éleveurs).	Les populations de Banibangou se retrouvent dans un état de vulnérabilité. La forte présence de groupes armés non étatiques et de bandits ainsi que le manque de perspectives économiques aggravent la situation. L'absence de services essentiels, les effets des changements climatiques et la présence de groupes armés exacerbent l'insécurité humaine.
3	Dans une situation d'abondance, la répartition des ressources perçue comme inéquitable crée du ressentiment. La mauvaise gestion des ressources naturelles attise les tensions et entraîne des réactions violentes.	Les groupes armés non étatiques saisissent l'occasion offerte par l'absence de contrôle administratif pour asseoir leur influence en prétendant aider les personnes.
4	Dans une situation marquée par les comportements égoïstes et néfastes pour l'environnement, les tensions entre agriculteurs et éleveurs, associées à la mauvaise gestion des ressources naturelles, poussent les individus à s'armer pour défendre leur accès aux ressources.	Des rivalités éclatent autour des rares matières premières disponibles.
5	La prolifération des armes dans la zone incite certaines personnes à demander la protection des groupes armés non étatiques.	Le niveau d'insécurité humaine, les bouleversements climatiques et l'absence de l'État incitent les personnes à demander la protection des groupes armés non étatiques ou à chercher à obtenir des ressources par leur intermédiaire.
	La disponibilité des ressources naturelles encourage les pratiques non durables, attire les migrations et nourrit les tensions entre fermiers et éleveurs, notamment lorsque les ressources sont mal gérées. La situation favorise les dynamiques de militarisation et peut aboutir à des recrutements.	Le manque de ressources naturelles place la population dans une situation vulnérable à la dégradation du climat, à la présence de groupes armés non étatiques et au banditisme. La situation attise la violence interpersonnelle, et les individus deviennent plus réceptifs aux propositions des groupes armés concernant la sécurité et l'accès aux richesses.

Tableau 2 : Trajectoires de recrutement basées sur la situation écologique à Say et à Banibangou.



VINCENT VAN ZEIJST



## Sixième enseignement : la mauvaise gestion des ressources naturelles crée des tensions entre fermiers et éleveurs

Les tensions entre éleveurs et fermiers créent un climat instable qui incite les individus à agir violemment et à s'armer. La lutte pour les ressources, en particulier pour la terre et l'eau, dégénère souvent en conflit : pour les individus, le recours à la violence et la possession d'armes se justifient alors comme des moyens de se protéger ou d'appuyer leurs revendications. Dans ce contexte, le tissu social se délite, ce qui augmente la probabilité que les individus recourent à la violence pour se protéger contre ce qu'ils perçoivent comme des menaces.

Ces tensions prospèrent dans un environnement particulier et s'accompagnent d'autres dynamiques (voir la figure 3). Il est indispensable de remédier au faisceau de facteurs interdépendants pour briser ce cercle et promouvoir une coexistence plus apaisée. Les interventions ciblant les différends entre fermiers et éleveurs devraient tenir compte de ce qui « va avec » ces tensions. Les données montrent que, là où ces conflits dégénèrent, on observe également la précarité des mécanismes d'adaptation, une lutte intense pour les ressources

naturelles, une grande vulnérabilité aux changements climatiques et une mauvaise gestion des ressources. Les efforts de DDR visant à instaurer la paix entre éleveurs et fermiers devraient donc s'attaquer à ces questions interdépendantes.

Les tensions entre éleveurs et fermiers apparaissent dans des zones où les mécanismes de réglementation et les pouvoirs locaux sont absents ou impuissants. Les particuliers considèrent alors le recours aux armes comme un moyen de se défendre ou de faire valoir leurs droits en cas de litige. L'absence de réglementation efficace ou de pouvoirs locaux acceptés par la communauté crée une place vacante, dans les zones de tension entre éleveurs et fermiers, que les individus peuvent être amenés à occuper, généralement en s'armant, lorsque leur sécurité ou ce qu'ils considèrent comme leurs droits sont en jeu.

Le renforcement des structures de gouvernance, l'amélioration de l'accès à la justice et la mise en place de mécanismes inclusifs de règlement des conflits sont centraux dans les réponses qu'il convient d'apporter. En créant des structures qui remédient aux causes profondes des conflits et offrent des moyens de régler les différends, on permet aux populations d'œuvrer à l'apaisement des tensions et à l'organisation d'une coexistence plus viable entre éleveurs et fermiers.

### Dans quelle mesure les propositions suivantes s'appliquent-elles à l'image que vous vous faites des éleveurs (si vous êtes un fermier) ou des fermiers (si vous êtes un éleveur) ?



Figure 6 : Enquête sur les tensions entre fermiers et éleveurs.

## Septième enseignement : la gestion des ressources naturelles et le tissu social sont liés et jouent un rôle central dans la prévention du recrutement des groupes armés non étatiques

Quand les individus perçoivent un manque de réglementation ou se heurtent à une mauvaise répartition des ressources, ils deviennent plus vulnérables aux perturbations climatiques. La population ressent plus vivement les effets des problèmes environnementaux lorsqu'elle a l'impression que les ressources naturelles sont mal gérées. Un cercle vicieux s'installe alors : les perturbations climatiques et l'inefficacité de la répartition des ressources s'entretiennent mutuellement, augmentant la vulnérabilité des individus et encourageant ceux-ci à contester la légitimité des autorités réglementaires. Cela souligne l'importance de ne pas seulement répondre aux effets immédiats des changements climatiques, mais de renforcer également les cadres réglementaires et de garantir un accès équitable aux ressources.

En outre, la mauvaise gestion des ressources naturelles fournit un argument supplémentaire en faveur de la possession d'armes. La gestion des ressources naturelles n'a pas seulement des effets sur l'environnement, mais affecte également la vie sociale. Lorsque les autorités réglementaires manquent ou ne sont pas acceptées par le corps social, les individus peuvent être tentés d'acquérir des armes pour affirmer leurs positions ou protéger ce qu'ils considèrent comme leurs intérêts.

La bonne gestion des ressources naturelles ne contribue donc pas seulement à la durabilité environnementale, mais joue également un rôle dans la réduction des causes de conflits et de violences. Cela rappelle la nécessité d'adopter des stratégies holistiques qui englobent les dimensions tant écologiques que sociales de la gestion des ressources.

Le rapport entre la mauvaise gestion des ressources naturelles et la force des liens intergroupes et intragroupes est à l'image de l'interdépendance entre durabilité environnementale et cohésion sociale. En plus de préserver l'équilibre écologique, la gestion efficace des ressources naturelles joue un rôle central dans les dynamiques de coopération et de solidarité au sein des populations et entre les communautés. La corrélation entre la gouvernance des ressources naturelles et la cohésion sociale doit être comprise comme suit : **une gestion des ressources naturelles acceptée par la communauté n'a aucun avenir en l'absence de liens sociaux forts, de même que le tissu social ne saurait se maintenir si les mécanismes réglementaires de gestion des ressources sont considérés comme injustes par une partie de la population.**

Dans ces conditions, le renforcement des liens entre les groupes et à l'intérieur des groupes n'est pas seulement un enjeu social ; il s'agit également d'un moyen d'assurer l'utilisation durable et équitable des ressources naturelles. En promouvant des méthodes collaboratives auprès des mécanismes de gestion des ressources naturelles et en encourageant le dialogue entre les différents groupes sociaux, les dispositifs de DDR peuvent apporter des réponses aux problèmes tant environnementaux que sociaux.

À votre avis, dans quelle mesure les propositions suivantes expliquent-elles les problèmes rencontrés dans le partage de l'eau et de la terre ?



Figure 7 : Enquête sur les tensions entre fermiers et éleveurs.

## Huitième enseignement : les dynamiques de militarisation apparaissent dans des contextes locaux particuliers

Les personnes qui défendent la possession d'armes sont particulièrement susceptibles de rejoindre des groupes armés. L'acceptation sociale des armes est donc un enjeu majeur de prévention de l'essor des groupes armés non étatiques. Leur banalisation crée dans la société un environnement favorable aux activités de recrutement de ces groupes. Quand les armes deviennent des objets courants du quotidien, les obstacles à leur emploi à des fins idéologiques ou matérielles s'estompent sensiblement. Comme le préconise la stratégie de gestion des armes et des munitions, pour contrer cette banalisation, il faut non seulement s'attaquer à la présence physique des armes, mais aussi remettre en question les comportements culturels et sociaux sous-jacents qui en valident l'utilisation.

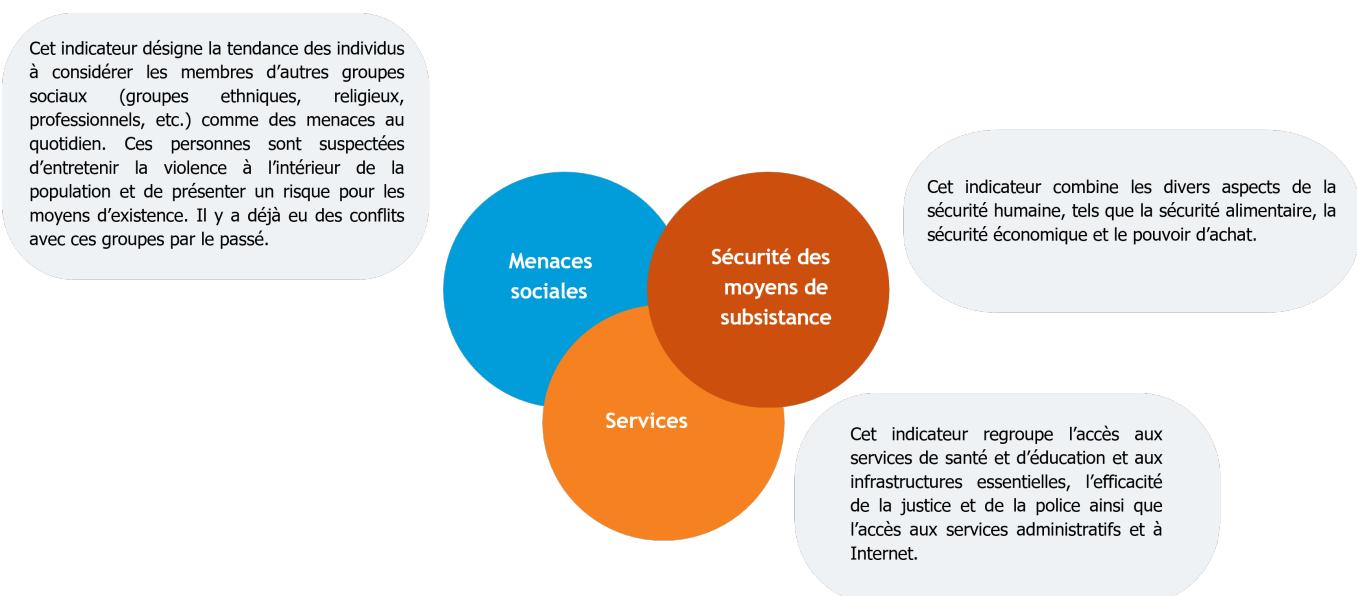
En effet, l'usage des armes a plutôt tendance à être approuvé dans des populations où la suspicion et l'hostilité règnent entre groupes sociaux, où l'État est absent et où les particuliers connaissent des situations d'insécurité économique. Les dynamiques sociales jouent donc un rôle essentiel dans la prolifération des armes. En conséquence, il faut une stratégie multidimensionnelle qui va au-delà des mesures sécuritaires pour remédier à ce problème. Les communautés dysfonctionnelles encouragent la banalisation des armes, considérées comme des moyens de protection et de revendication.

Pour prévenir efficacement l'essor des groupes armés non étatiques, les mécanismes de DDR doivent remédier aux causes socioéconomiques. Cela suppose de ne pas renforcer uniquement les mesures sécuritaires, mais également de soutenir la cohésion sociale et la stabilité économique et de garantir la présence active de l'État. En mettant l'accent sur ces points essentiels, les responsables politiques peuvent instaurer un environnement plus résilient et stable qui dissuade réellement les individus de s'armer.

## Neuvième enseignement : le basculement dans la violence est un chaînon manquant

Les phénomènes liés au climat, comme les tensions entre fermiers et éleveurs, la lutte pour les ressources naturelles et l'exposition aux changements climatiques, ainsi que les phénomènes qui ne sont pas liés au climat, tels que l'insécurité physique, la marginalisation et l'instabilité économique, doivent être considérés comme **des facteurs susceptibles d'influencer les décisions plutôt que comme des éléments déclenchant directement un passage à l'acte**.

Si, dans la région de Tillabéri, la plupart des habitants sont exposés à ces phénomènes, certains seulement sont réellement enclins à rejoindre des groupes armés. La principale différence entre eux et la majorité de la population semble résider dans leur incapacité à faire face aux perturbations de manière pacifique, sans recourir à la violence.



**Figure 8** : Interconnexion des facteurs d'acceptation sociale des armes.



Un ensemble de caractéristiques psychosociales (agressivité, rancune et apologie de la violence<sup>22</sup>) et une inclination à la possession d'armes constituent deux signes propres à la minorité de la population susceptible de rejoindre les groupes armés.

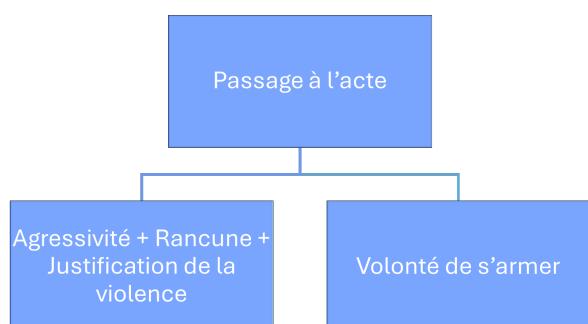
À ce « capital violent » viennent se greffer des éléments déstabilisateurs extérieurs qui empêchent les individus de faire face pacifiquement aux bouleversements de leur environnement. On considère ainsi que, si les changements climatiques ne sont pas nécessairement des causes directes de conflit, les phénomènes météorologiques extrêmes peuvent attiser les violences interpersonnelles<sup>23</sup>.

En d'autres termes, les phénomènes mis en lumière dans le modèle (présence de groupes armés non étatiques, tensions entre fermiers et éleveurs, troubles de stress post-traumatiques, etc.) jouent un rôle dans la prise de décision, mais ils sont modulés par la capacité des individus à réfréner leur agressivité. Ceux qui y parviennent seront moins enclins à rejoindre les groupes armés, en dépit des perturbations extérieures<sup>24</sup>.

Cette hypothèse est confirmée par les niveaux d'insécurité économique observés dans la région. Seuls 14 % des personnes interrogées estiment être en mesure de satisfaire leurs besoins essentiels, et plus d'un tiers d'entre elles déclarent ne pas parvenir à nourrir tous les membres de leur foyer. Ces chiffres témoignent

de niveaux de sécurité humaine significativement bas. Si l'insécurité humaine était un motif direct d'engagement dans les groupes armés, le nombre de personnes rejoignant ceux-ci serait beaucoup plus élevé. Or à l'échelle de notre échantillon, 76 % des personnes sont dans une situation d'insécurité alimentaire, mais 3 % « seulement » manifestent une certaine inclination à rejoindre les groupes armés. Ainsi, bien que l'insécurité économique règne dans la région, le nombre de recrues potentielles demeure relativement faible. Il est donc peu probable qu'il y ait là un motif direct de recrutement. En revanche, l'insécurité économique est une condition préalable à une prise de décision favorable à l'enrôlement dans les groupes armés, au même titre que l'insécurité physique ou la marginalisation.

De nombreux habitants de la région connaissent des niveaux d'insécurité similaires, mais la plupart ne rejoignent pas les groupes armés. La différence majeure semble résider dans la capacité à faire face calmement aux perturbations. Les personnes qui manquent de solutions et sont incapables de réagir pacifiquement risquent d'être plus enclines à recourir à la violence, ce qui peut les pousser vers les groupes armés. Le point de bascule survient plus tard dans le processus de décision, chez ceux qui ne trouvent pas d'autre moyen que de répondre aux bouleversements par la violence. **En résumé, les prédispositions violentes et l'inclination à s'armer constituent les deux caractéristiques propres à la population (3 % de l'ensemble) la plus susceptible de rejoindre les groupes armés.**



**Figure 9:** Capital violent.

<sup>22</sup> L'agressivité désigne l'incapacité à réfréner les penchants violents dans la vie quotidienne. La rancune est l'incapacité à oublier les chocs personnels passés, comme la perte d'un bien ou d'un membre de la famille, ou à supporter une humiliation. L'apologie de la violence est le fait d'approuver le recours à la violence au service de ses objectifs.

<sup>23</sup> Se Min Suh, Daniel A. Chapman et Brian Lickel, « The role of psychological research in understanding and responding to links between climate change and conflict » (Le rôle de la recherche en psychologie dans la compréhension et l'approche des liens entre changements climatiques et conflits), *Current Opinion in Psychology*, vol. 42 (décembre 2021).

<sup>24</sup> Voir les résultats de l'analyse consacrée à la résilience, qui figure à la section 4 de la version détaillée du rapport.

## Dixième enseignement : les arguments des groupes armés non étatiques sont suivis d'effets dans des contextes particuliers aggravés par les changements climatiques

Sur la base des résultats de l'analyse prédictive, plusieurs hypothèses expliquent l'accueil favorable réservé aux arguments des groupes armés non étatiques dans certaines populations.

1. Les groupes armés non étatiques prospèrent là où se maintiennent des tendances à la violence (rancune, agressivité, apologie de la violence, volonté de posséder des armes) alimentées par des conflits actuels ou anciens (tensions entre fermiers et éleveurs) qui sont liés à la lutte pour les ressources naturelles (précarité des mécanismes d'adaptation), dans un contexte de déclin et de pénurie croissants, causés par les changements climatiques (risques climatiques).
2. Le manque de sécurité humaine (volonté de détenir des armes), les violences présentes et passées (troubles de stress post-traumatique) et la frustration qui en découle sont les signes de l'incapacité de l'État et des pouvoirs locaux à répondre aux besoins essentiels (rejet classique de l'État).
3. En conséquence, les groupes armés non étatiques peuvent se présenter comme des organes de gouvernance de remplacement voués à réparer les injustices historiques et à restaurer la sécurité humaine pour les personnes qui craignent des représailles ou qui aspirent à la vengeance.

Deux trajectoires de recrutement peuvent être esquissées sur la base du modèle prédictif.

1. Une trajectoire « émotionnelle », où le cheminement de l'individu vers l'idée de recrutement est motivé par des réactions

**Profil 1 : trajectoire émotionnelle**  
Personne réagissant de manière violente et émotionnelle dans les situations critiques



- Personne déplacée à l'intérieur du pays vivant à la frontière du Mali ou du Burkina Faso
- Homme
- Rural
- Éleveur
- 24-35 ans

émotionnelles aux perturbations extérieures. Elle concerne des personnes qui peinent à faire face calmement aux situations de crise et répondent avec agressivité aux problèmes environnants.

2. Une trajectoire « raisonnable », où le cheminement de l'individu vers l'idée de recrutement est motivé par une réflexion sur l'intérêt de rejoindre un groupe armé. Elle concerne des personnes qui banalisent et justifient les comportements perturbateurs (rejet de l'État, apologie de la violence, précarité des mécanismes d'adaptation, volonté de détenir des armes).

À ces deux trajectoires possibles, l'analyse de variance a permis d'associer deux profils : l'un correspond à une personne impulsive, l'autre à une personne plus réfléchie.

L'âge et le genre jouent un rôle dans la première trajectoire : ce sont des hommes de 24 à 35 ans, plutôt impulsifs et enclins à suivre leurs émotions. Si l'activité professionnelle est également caractéristique (il s'agit principalement d'éleveurs), la situation géographique est prépondérante : le fait de vivre dans une zone rurale à la frontière du Mali ou du Burkina Faso constitue un véritable facteur de vulnérabilité. Enfin, les personnes déplacées à l'intérieur du pays sont particulièrement exposées et ont tendance à réagir violemment aux perturbations extérieures.

Le genre est également significatif pour la seconde trajectoire (elle concerne principalement les hommes). En revanche, éleveurs et fermiers sont autant à risque les uns que les autres.

**Profil 2 : trajectoire rationnelle**  
Personne justifiant le recours à la violence dans les situations critiques



- Homme
- Rural
- Vivant à la frontière du Mali ou du Burkina Faso
- Fermier ou éleveur

Figure 10 : Profils associés aux trajectoires de recrutement.

# CADRE DES INTERVENTIONS DE DDR

L'étude pointe la nécessité d'adopter une méthode de DDR transversale et pluridisciplinaire qui tienne compte à la fois des perturbations climatiques, des dynamiques sociétales et de la psychologie individuelle. Les programmes de DDR, les outils et les aides à la réintégration qui englobent les questions de santé mentale et de soutien psychosocial (SMSPS), de consolidation de la paix et de développement des moyens de subsistance sont les plus aptes à aider les personnes vivant dans des zones sinistrées à s'en sortir<sup>25</sup>. Les dispositifs de SMSPS visent, sur le plan de la santé mentale et du soutien psychosocial, à répondre aux besoins des individus et des groupes touchés par diverses épreuves – conflits, catastrophes, épidémies et autres événements traumatisants. Ils ont pour but de promouvoir et de préserver le bien-être psychologique des personnes et des populations en les aidant à surmonter les conséquences émotionnelles et sociales de ces situations difficiles. Les problèmes psychologiques, comme l'incapacité à réfréner la colère et le désir de vengeance, doivent donc être appréhendés et traités en lien avec les perturbations qui affectent la région, telles que la présence de groupes armés non étatiques, l'exposition au banditisme et aux chocs climatiques, les pénuries de ressources, la dégradation des moyens de subsistance ou encore l'insécurité physique.

En résumé, les résultats de l'étude encouragent **l'élaboration de mécanismes de DDR interconnectés et transversaux qui visent à renforcer et à pérenniser la citoyenneté active, le tissu social et les moyens de subsistance résilients**.

**Niveau individuel** : la quête du bien-être individuel et le renforcement de la capacité de chacun et chacune à participer à la vie civique sont nécessaires à l'épanouissement de la population. Toutefois, ils dépendent étroitement de la puissance des liens sociaux et de la résilience des moyens de subsistance. Le bien-être et la participation civique ne sauraient prospérer sans un tissu social solide et sans des moyens de subsistance qui résistent aux chocs. Dans cette relation symbiotique, la cohésion sociale et la résilience de l'économie constituent la base de l'épanouissement personnel et de l'engagement citoyen.

**Niveau social** : la pérennité de la cohésion sociale, tant horizontale que verticale, repose sur le bien-être et le civisme des individus. Pour que le tissu social se déploie – horizontalement à l'intérieur de la collectivité et verticalement entre les différentes couches sociales –, il faut que les individus aient les moyens d'assurer leur bien-être et de participer à la vie civique. Le fait de leur garantir ces conditions contribuerait, par ricochet, à consolider le tissu social dans ses deux dimensions – horizontale et verticale.

**Moyens de subsistance** : il est nécessaire de développer les compétences propres à soutenir les moyens de subsistance des populations. Cependant, on ne saurait obtenir aucun tissu économique vraiment solide et résilient sans cohésion sociale ni gestion efficace et collective des ressources naturelles. Les efforts individuels ne suffisent pas à créer des moyens de subsistance résistants aux chocs, il faut aussi un tissu social cohérent qui encourage la collaboration et l'entraide. Dans une telle relation d'interdépendance, la synergie entre rapports sociaux et gestion efficace des ressources naturelles est indispensable au développement de moyens de subsistance forts et résilients.

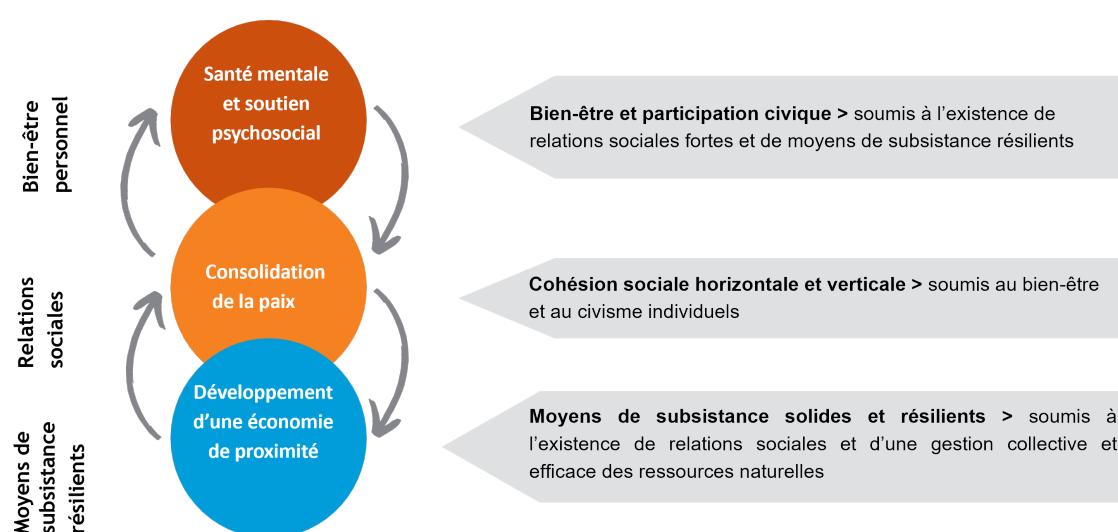


Figure 11 : Cadre des interventions de lutte contre la violence locale.

<sup>25</sup> Abiosseh Davis *et al.*, *Mind the Peace: Integrating MHPSS, Peacebuilding and Livelihood Programming – A Guidance Framework for Practitioners* (Soigner les esprits pour cultiver la paix : Combiner les programmes de SMSPS, de consolidation de la paix et de développement des moyens de subsistance : Cadre d'orientation à l'usage des professionnel(le)s) (Genève/Nairobi, Interpeace, 2022).

## Théorie du changement

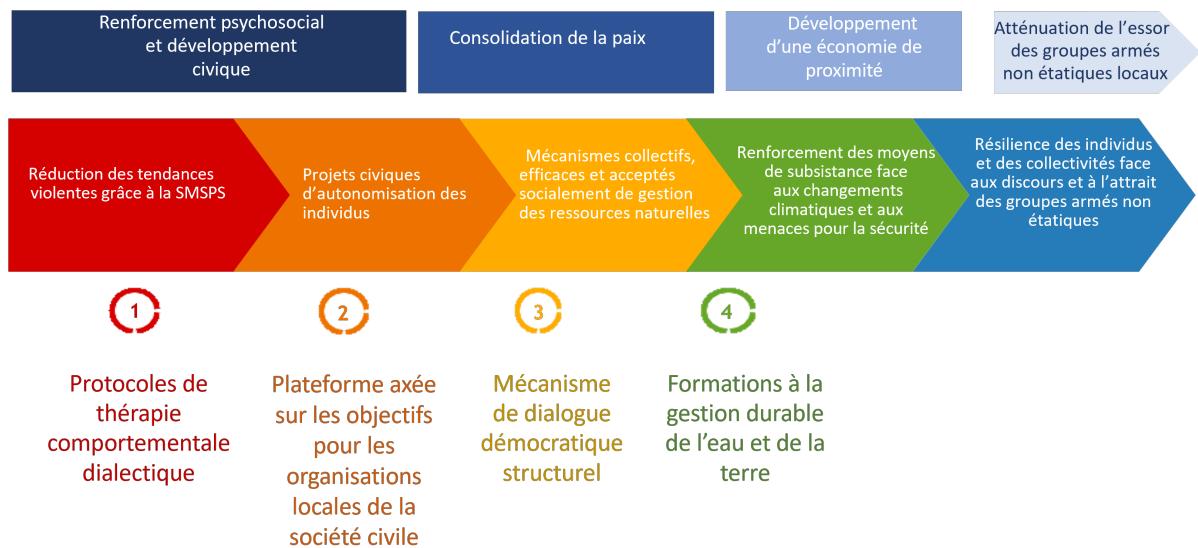


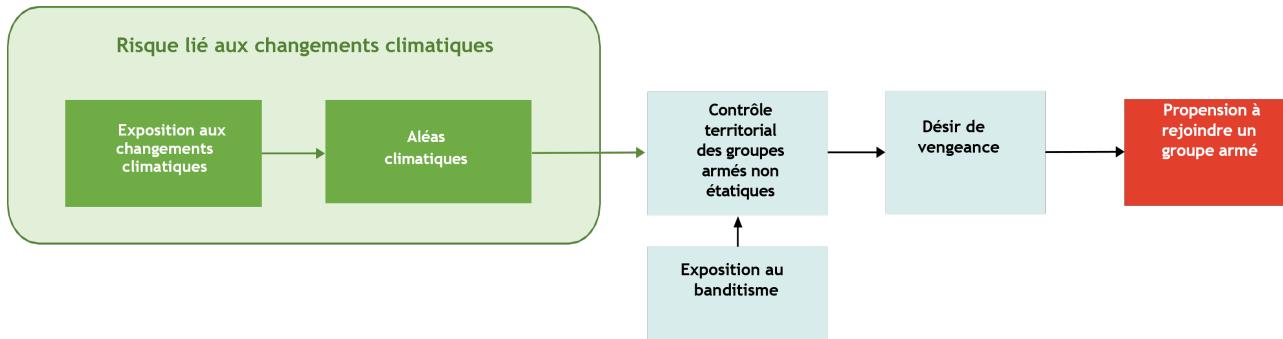
Figure 12 : Théorie du changement.

Domaine	Cible des interventions de DDR	Objectif	Indicateurs identifiés
Renforcement psychosocial et développement civique	Niveau psychosocial	Atténuer les facteurs de vulnérabilité au risque de recrutement	Agressivité, rancune, justification de la violence, trouble de stress post-traumatique
		Renforcer les facteurs de résilience	Propension à pardonner, respect des droits humains, etc.
	Niveau civique	Atténuer les facteurs de vulnérabilité au risque de recrutement	Rejet de l'État, précarité des mécanismes d'adaptation
		Renforcer les facteurs de résilience	Participation, regard critique envers les arguments des groupes armés, égalité des genres
Consolidation de la paix	Paix positive	Atténuer les facteurs de vulnérabilité au risque de recrutement	Tensions entre fermiers et éleveurs, précarité des mécanismes d'adaptation, rejet de l'État
		Renforcer les facteurs de résilience	Liens communautaires, règlement intercommunautaire des différends, communication entre la population et l'Etat, relations institutionnelles
Développement d'une économie de proximité	Moyens de subsistance résilients face aux menaces pour la sécurité et aux risques climatiques	Atténuer les facteurs de vulnérabilité au risque de recrutement	Volonté de s'armer, exposition au banditisme, exposition aux groupes armés non étatiques, précarité des mécanismes d'adaptation, exposition aux effets des changements climatiques

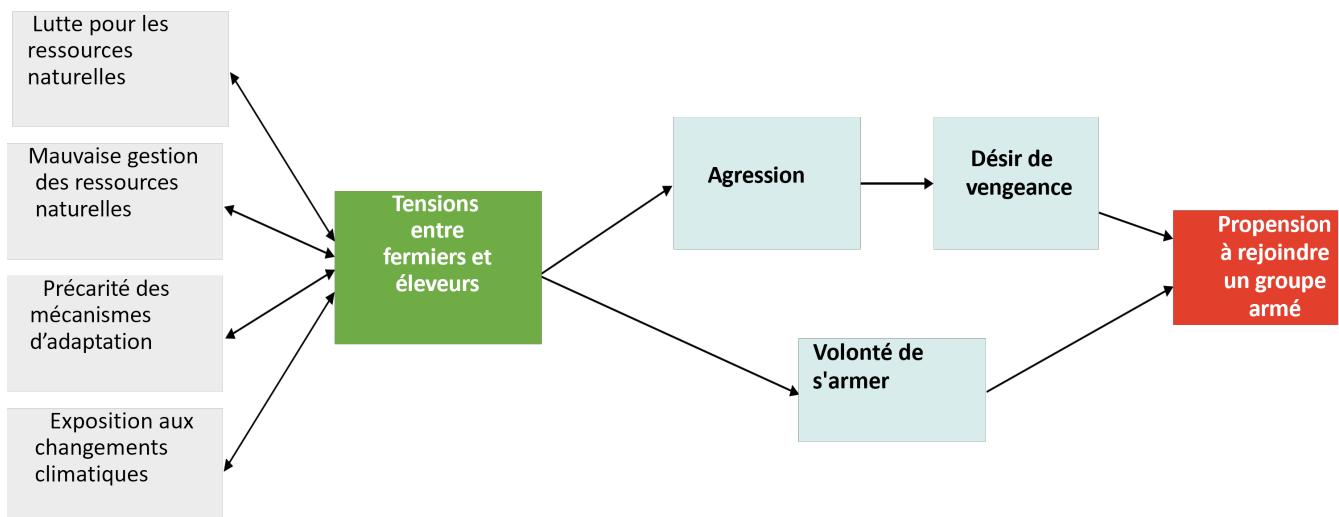
Tableau 3 : Cadre des interventions.

Le tableau ci-dessus présente la structure méthodologique et montre de quelle manière sont traités les différents indicateurs identifiés au cours de l'analyse.

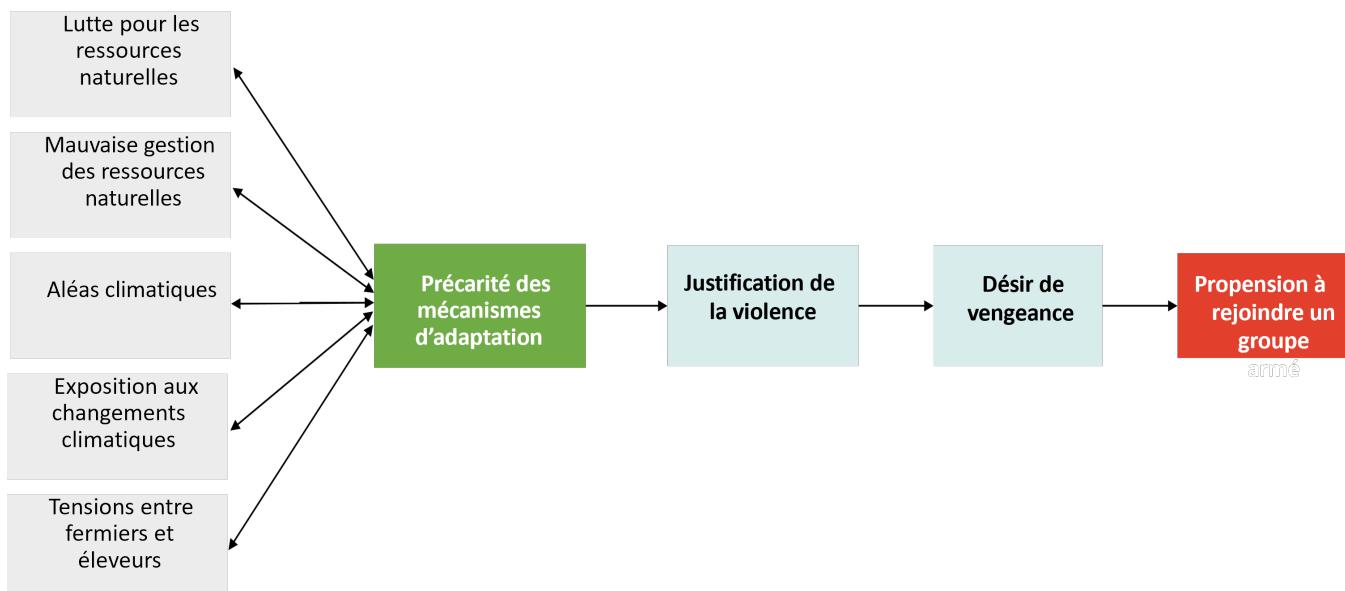
# ANNEXES



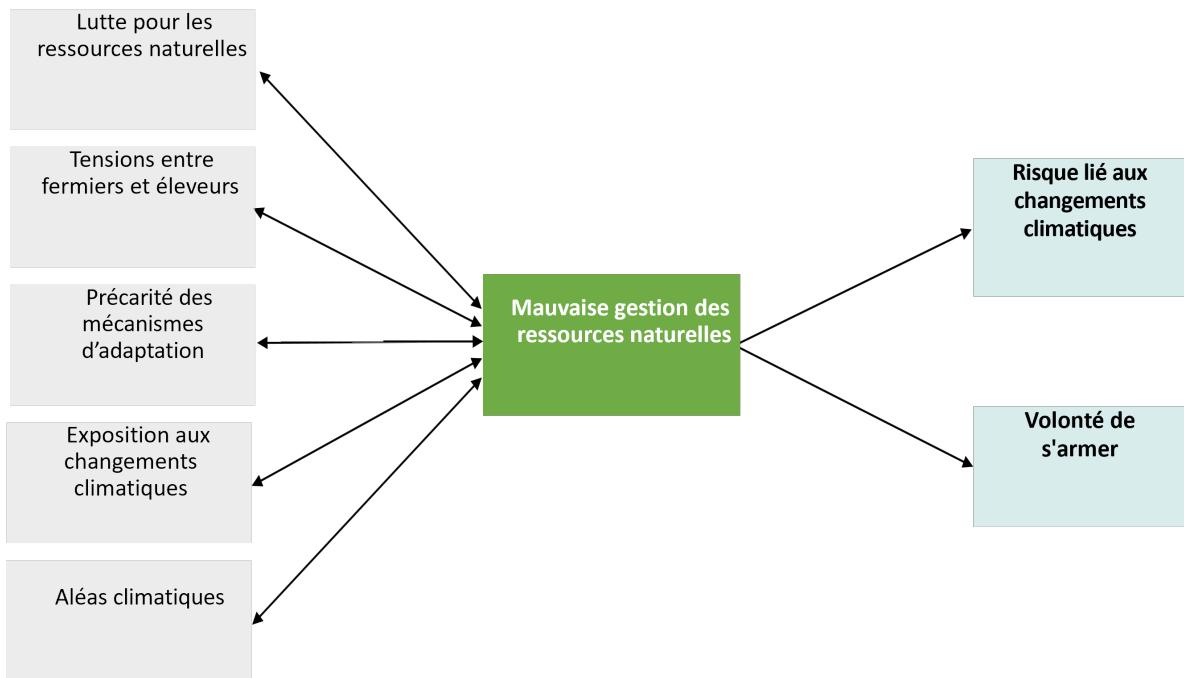
**Figure 13** : Trajectoire de vulnérabilité 1 : point d'entrée « Risque climatique ».



**Figure 14** : Trajectoire de vulnérabilité 2 : point d'entrée « Tensions entre fermiers et éleveurs ».



**Figure 15** : Trajectoire de vulnérabilité 3 : point d'entrée « Précarité des mécanismes d'adaptation »



**Figure 16** : Trajectoire de vulnérabilité 4 : point d'entrée « Mauvaise gestion des ressources naturelles ».

<b>Aléas climatiques</b>	Épisodes météorologiques parfois extrêmes, qui peuvent consister en événements soudains (crues, ouragans, etc.) ou en phénomènes à évolution lente (perte de biodiversité, modification du régime pluviométrique, etc.)
<b>Perturbations climatiques</b>	Phénomènes météorologiques, éventuellement provoqués par les activités humaines, qui affectent la situation des individus. Il s'agit souvent de phénomènes à évolution lente, tels que la salinisation et la dégradation des sols.
<b>Exposition aux changements climatiques</b>	Effet des aléas climatiques sur la situation socioéconomique des individus (notamment sur leurs moyens de subsistance et leur santé), conséquence de leur vulnérabilité aux phénomènes météorologiques
<b>Risque lié aux changements climatiques</b>	Effet combiné des aléas climatiques et de l'exposition aux changements climatiques
<b>Gestion des ressources naturelles</b>	Ensemble des mécanismes de gouvernance chargés de contrôler l'utilisation des ressources naturelles dans un souci d'équilibre entre durabilité environnementale, prospérité économique et équité sociale
<b>Précarité des mécanismes d'adaptation</b>	Situation caractérisée par des comportements individuels inadaptés aux écosystèmes et des pratiques égoïstes qui font primer les intérêts personnels et immédiats en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles et leur exploitation

**Tableau 4** : Glossaire.



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS  
OF DENMARK



DANISH MINISTRY OF DEFENCE



STOCKHOLM INTERNATIONAL  
PEACE RESEARCH INSTITUTE



[www.seedsofpeace.eu](http://www.seedsofpeace.eu) |  
<https://app.scoreforpeace.org/>

Bureau 101 – 1<sup>er</sup> étage, 14 rue Michalakopoulou  
1075 Nicosie, Chypre